

Campagne internationale Pour la levée immédiate de toutes les sanctions politiques et économiques contre le Zimbabwe

**Bas les pattes devant le Zimbabwe !*



En 1980, le peuple du Zimbabwe a arraché son indépendance nationale et sa souveraineté au prix d'une âpre lutte de libération. « *Tout homme a le droit de décider de son propre destin* » (*Zimbabwe*), chantait à l'époque Bob Marley à Harare... Pour mener à bien leur libération nationale, au début des années 2000, les paysans pauvres et sans terre du Zimbabwe ont décidé de reprendre leurs terres aux propriétaires fonciers.

Pour cette raison, au début des années 2000, des sanctions politiques et économiques ont été imposées au Zimbabwe par l'administration des États-Unis avec le soutien de la Grande-Bretagne et de la France.

- Le Fonds monétaire international (FMI) a imposé des sanctions à l'instigation de la Grande-Bretagne et des États-Unis.
- En mai 2000, l'Association internationale de développement (IDA) a suspendu toute forme de prêt, privant le Zimbabwe de financements d'une nécessité vitale.
- En 2001, le Sénat des États-Unis a adopté la loi sur la relance économique et la démocratie au Zimbabwe (ZDRA). Elle imposait des interdictions de voyager aux responsables gouvernementaux du Zimbabwe et refusait l'accès du pays aux prêts internationaux.
- Le Zimbabwe a été exclu du Commonwealth. L'Australie a interdit à 177 personnes de faire des affaires avec ses entreprises.
- En 2001, la Grande-Bretagne a annulé une aide de 5 millions de dollars US prévue pour le Zimbabwe.
- En 2005, le président américain d'alors, George W. Bush, a signé un décret étendant la portée des sanctions décidées par les États-Unis, 33 institutions étaient concernées.

Le résultat de 15 années de sanctions internationales, c'est une tragédie pour le peuple.

- Le programme de développement agricole et rural a dû être interrompu à cause des sanctions. Cela affecte l'amélioration des services forestiers, le développement de la politique agricole, le système d'information sur la commercialisation, le soutien aux projets d'irrigation des petites exploitations agricoles, la formation des petits paysans et le soutien direct aux exploitations familiales.
- Le chômage a atteint des niveaux record : le taux de chômage a augmenté, aggravant la pauvreté et limitant l'accès aux ressources financières.
- L'émigration a été massive : on évalue à 2 à 3 millions le nombre de citoyens du Zimbabwe ayant immigré en Afrique du Sud.
- Toute l'économie du pays a été bouleversée. Elle a été privée de la capacité à progresser dans le domaine technologique.
- Un certain nombre d'entreprises ont éprouvé de graves problèmes pour obtenir des financements étrangers ou des garanties d'emprunts quand il s'agissait simplement de projets au Zimbabwe ou de la construction d'écoles.

Il est clair que, à travers ces sanctions, une nation souveraine a été punie collectivement pour avoir mis en œuvre un principe essentiel, reconnu à toute nation dans le monde, celui de la souveraineté. Le Zimbabwe a été puni pour avoir fait ce que toute nation souveraine est en mesure de faire : prendre possession de ses ressources naturelles et se soucier des intérêts fondamentaux de son peuple.

Quelle que puisse être l'opinion de chacun d'entre nous au sujet du gouvernement du Zimbabwe, cette question relève d'abord du peuple du Zimbabwe lui-même. Nous, soussignés, considérons que rien ne peut justifier de punir par des « sanctions » un pays souverain. Les expériences antérieures de sanctions internationales imposées par de grandes puissances dans d'autres régions du monde ont prouvé qu'elles n'aboutissent qu'à une tragédie pour les peuples.

C'est pourquoi les soussignés exigent

la levée immédiate de toutes les sanctions politiques et économiques contre le Zimbabwe

Nous adressons cette exigence à nos propres gouvernements, particulièrement à ceux des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France.

Premiers signataires

ÉTATS-UNIS (à titre personnel) Alan Benjamin, membre du Conseil syndical de San-Francisco (AFL-CIO), membre du Comité de suivi de la Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI), Californie; **Colia L. Clark**, Symposium Contre la Violence Judiciaire, Comité Haïti-Guadeloupe Membre du Comité de suivi de la Conférence de Mumbai, Harlem, New York; **Julian Kunnie**, Membre du Comité National de Black Studies ; Responsable de publication, Journal de Perspective et Culture Islamique, Tucson, Arizona; **Donna Dewitt**, présidente d'honneur de l'AFL-CIO de Caroline du sud, Columbia, Caroline du sud ; **Carol E. Gay**, présidente du Comité syndical d'Allenwood, New Jersey; **Saladin Muhammad**, Assemblée des Travailleurs du Sud, Rocky Mount, Caroline du nord ; **Nnamdi Lumumba**, Responsable du Ujima People's Progress Party (UPPP) pour l'Etat du Maryland, Baltimore, Maryland; **Kali Akuno**, Co-responsable du Malcolm X Grassroots Movement, Jackson, Mississippi; **Kwevi Quaye**, Fondateur de Diaspora Showcase Africa, Tucson, Arizona ; **Eyad M. Alkurabi**, Directeur de projets et d'action, The Hampton Institute, New York; **Briana Parchment**, Russell Sage College, Queens, New York; **Charles Pitts, Jr.**, Producteur de "Connecting the Dots" Harambee Radio.com, Philadelphie, Pennsylvanie; **Clarence Thomas**, Retraité, ILWU Local 10, Richmond, Californie; **Larry Duncan**, Co-producteur de Labor Beat TV series, Chicago, Illinois; **Timothy Stinson** Socialist Organizer, Albany, Oregon; **Rodger Scott**, Ancien Président et membre du comité exécutif de l'American Federation of Teachers Local 2121 San Francisco, California ; **Chris Kaihatsu** RevLeft.com (à titre personnel), Chicago, Illinois; **Millie Philipps**, Comité de rédaction de *The Organizer*, Oakland, California; **Haldon Sutton**, Membre du Comité exécutif du conseil des travailleurs retraités de l'United Auto Workers (UAW), North Port, Floride; **Carol E. Briggs**, militante, Denver, Colorado; **Jack Heyman**, Président du Comité de solidarité des travailleurs des transports, Oakland, Californie; **Stansfield Smith**, Chicago ALBA Solidarity Chicago, Illinois. **FRANCE** **Jean Pierre Barrois**, maître de Conférence retraité , militant anti-guerre ; **Bernard Saas** membre du POID ; **Christine Gauthierot**, retraitée de l'Équipement ; **Stephane Knapp**, délégué à la conférence de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire ; **Victoria Melgar**, militante des droits de l'homme ; **Dominique Ferré**; **Isabelle Michaud**, conseillère municipale à Joigny (Yonne), syndicaliste; **Hélène Rubinstein-Carrera**, avocate honoraire du barreau de Paris; **Martine Jarry** syndicaliste ; **Jacques Aurigny**, syndicaliste; **Jean Jacques Marie**, historien; **Florian Gibert** , réalisateur ; **Maïla Mendy** , journaliste ; **Sylvi Dorvillius**, agent de maintenance; **Francisco Lopera** syndicaliste sidérurgie ; **Loïc Ribaud**, Jeunesse révolution ; **Baba Nabé**, conseiller municipal, PS **GRANDE-BRETAGNE (à titre personnel)** **John Sweeney**, syndicaliste, membre du comité de suivi de la Conférence de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire ; **Mike Calvert** Secrétaire Adjoint de la section Unison d'Islington ; **Ian Hodson**, Président du syndicat des boulangers (BFAWU) ; **Steve Hedley**, Premier Secrétaire Général Adjoint du syndicat des cheminots RMT; **Raymond Mennie**, Secrétaire de la section de Dundee du Parti Communiste de Grande Bretagne (CPGB) ; **Ann Green**, Comité d'Action Syndicale des Retraités ; **Jane Doolan** Secrétaire de la section Unison d'Islington ; **Terry Luke**, Unison, Islington; **Zarina Bhatia**, Campagne de Solidarité avec la Palestine ; **Paul Filby**, Délégué Unite à l'UL des TUC de Liverpool-Merseyside; **Nat Queen**, enseignant, Université de Birmingham, Syndicat UCU ; **Mohammed Mozammel Huq**, enseignant à l'Université de Strathclyde ; **Henry Mott**, syndicaliste Unite the Union ; **Selwyn Williams**, enseignant, Université de Bangor ; **Dave Power**, syndicaliste ; **Jackie Gilmore**, syndicaliste ; **Peter Lewis**, syndicaliste ; **Chris Gallagher**, syndicaliste ; **Claire Watson**, syndicaliste ; **Steve Watson**, syndicaliste ; **Gary Stevens**, syndicaliste ; **Sylvia Freeman**, syndicaliste ; **Theresa Norton**, syndicaliste ; **Liz Foley**, syndicaliste ; **Christine Ellis**, syndicaliste ; **Dave Nichols**, syndicaliste ; **Paul Bradshaw**, syndicaliste ; **Caroline Obe**, syndicaliste ; **Victoria Nelson**, syndicaliste ; **Alex Dale**, syndicaliste ; **John Davenport**, syndicaliste ; **John Wallace**, syndicaliste ; **Leo Bell**, syndicaliste ; **Louise Vincent**, syndicaliste ; **Barry Fox**, syndicaliste ; **Kelly Martin**, syndicaliste.

Je soutiens publiquement cet appel

Nom..... Prénom..... Qualité (pour information)

E-mail : Pays.....

À retourner à : jeanpierrebarrois@gmail.com